

Les présidents des universités publiques du grand ouest appellent à faire barrage contre le RN



L'université de Nantes. archives

Les dix présidents des universités de [Normandie](#), [Bretagne](#) et [Pays de la Loire](#) signent ensemble une tribune. Ils accusent le Rassemblement national de faire preuve de « déni scientifique » et appellent à « voter massivement » contre les candidats de ce parti, au second tour des législatives, le 7 juillet 2024.

« À quelques jours d'un vote crucial pour l'avenir du pays, nous, présidentes et présidents d'universités du grand ouest de la France, terre d'humanisme, de démocratie et d'attachement aux valeurs de respect et d'universalité, ne pouvons rester silencieux », écrivent les présidents des universités publiques de [Normandie](#) ([Le Havre](#), [Rouen](#), [Caen](#)), de [Bretagne](#) ([Rennes 1](#), [Rennes 2](#), Bretagne occidentale et [Bretagne sud](#)) et des [Pays de la Loire](#) ([Nantes](#), [Angers](#), [Le Mans](#)), après le premier tour des [élections législatives](#) en France.

« Nous alertons sur les risques qui pèseraient sur nos universités, et donc sur notre pays, si l'extrême droite devait gouverner la France et mettre en œuvre un programme synonyme de repli sur soi, d'affaiblissement du service public, de limitation des libertés individuelles et collectives et de déni scientifique ».

Législatives : [entre-deux tours, suivez notre direct](#)

Ils citent, pour illustrer ce déni, les enjeux climatiques, « **alors que les scientifiques alertent depuis des années** », ou la crise du Covid « **qui a révélé les incohérences et la dangerosité de positions prises par les représentants du RN** »...

«Comment admettre que l'immigration est la source de tous nos maux, alors que la recherche démontre qu'elle ne menace ni la sécurité, ni notre identité et même que l'histoire des migrations est indissociablement liée à celle de la France ? », interrogent-ils.

Et de conclure : « **Nous appelons donc à voter massivement le 7 juillet pour les candidats faisant barrage au rassemblement national** ».

L'intégralité de la tribune

« Les universités sont des bastions de la démocratie, l'épicentre de la société de la connaissance, elles incarnent l'humanisme et l'universalisme qui fondent notre société et les valeurs de la République. Ancrées dans leurs territoires, ouvertes sur l'Europe et le monde, elles sont actrices de la transformation de la société et contribuent à relever les défis démocratiques, sociaux, sociétaux, environnementaux, auxquels nous sommes toutes et tous confrontés.

« Pas de pays libre sans universités libres »

À quelques jours d'un vote crucial pour l'avenir du pays, nous, présidentes et présidents d'universités du grand ouest de la France, terre d'humanisme, de démocratie et d'attachement aux valeurs de respect et d'universalité, ne pouvons rester silencieux. Nous tenons à réaffirmer solennellement notre attachement au service public de la connaissance et à ses valeurs. Pour former des générations d'étudiantes et d'étudiants, pour produire des connaissances nouvelles, pour innover au service des transitions, les universités doivent être au service de toutes et tous, elles doivent rester des espaces de liberté et de tolérance, où se forgent l'esprit critique et la citoyenneté, car il n'y a pas de pays libre sans université libre.

« Mépris de la parole des scientifiques »

Aussi, nous alertons sur les risques qui pèseraient sur nos universités, et donc sur notre pays, si l'extrême droite devait gouverner la France et mettre en œuvre un programme synonyme de repli sur soi, d'affaiblissement du service public, de limitation des libertés individuelles et collectives et de déni scientifique. Comment ignorer les enjeux environnementaux, climatiques et écologiques alors que les scientifiques alertent depuis des années sur ce sujet et que l'urgence est évidente ? Comment penser que la priorité sera donnée à la santé alors que la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 a révélé les incohérences et la dangerosité de positions prises par les représentants du rassemblement national au mépris de la parole des scientifiques ? Comment croire aux promesses de sécurité alors que la guerre menace l'Europe et qu'aucune ambiguïté à l'égard de la Russie n'est possible ? Comment admettre que les binationaux sont nécessairement suspects et que l'immigration est la source de tous nos maux alors que la recherche démontre qu'elle ne menace ni la sécurité, ni notre identité et même que l'histoire des migrations est indissociablement liée à celle de la France ?

« Voter massivement »

Certes, il est des raisons d'être inquiet, déçu ou en colère. Mais nous appelons les citoyennes et citoyens, la jeunesse pour laquelle nous œuvrons chaque jour, à ne pas se laisser abuser par les caricatures faciles du rassemblement national, nourries de croyances plus que de raison. Nous devons ensemble, plus que jamais, et non les uns contre les autres, préserver la liberté de la science, l'ouverture aux autres, l'humanisme, la solidarité.

Nous appelons donc à voter massivement le 7 juillet pour les candidates et candidats faisant barrage au rassemblement national et nous nous engageons à défendre un enseignement supérieur et une recherche libres, au service de la jeunesse et de la société.

Les signataires

Lamri Adoui, président de l'université de Caen Normandie, David Alis, président de l'université de Rennes, Carine Bernault, présidente de Nantes Université, Virginie Dupont, présidente de l'université Bretagne sud, Vincent Gouëset, président de l'université Rennes 2, Françoise Grolleau, présidente de l'université d'Angers, Pedro Lages Dos Santos, président de l'université du Havre, Pascal Leroux, président de Le Mans Université, Pascal Olivard, président de l'université de Bretagne occidentale, Laurent Yon, président de l'université de Rouen Normandie.